



Le soft power turc ou l'offensive culturelle L'exemple des universités turque

Abderrahim GUEZRI

Doctorant au Laboratoire d'Etudes et des Recherches
sur l'Interculturel, FLSH El Jadida, Maroc

Abstract :

Since the rise of the AKP to power in 2002, Turkey has experienced a re-definition of its foreign policy. From then on, Ahmet Davutoğlu, former Minister of Foreign Affairs (between 2009 and 2014) and Prime Minister (between 2014 and 2016) adopted the famous magic formula “zero problems with the neighbors” which will constitute the basis of Turkish soft power under the reign by Recep Tayyip Erdoğan. As a result, Turkey will opt for a foreign and cultural policy described as neo-Ottoman and cosmopolitan. Therefore, through soft power, Turkey will try to draw on the history of the Ottoman Empire and present itself as a model to follow, especially in the MENA region (Middle East and North Africa). Turkish universities constitute an indispensable component of the country's soft power and act as real spaces of cultural mediation which accentuate Turkey's role as a pivotal country in the region.

Keywords : soft power – foreign policy – cultural policy – turkish universities – influence diplomacy.



1- Introduction

La Turquie, dans les dernières décennies, accentue sa place en tant que nouvelle force émergente. En effet, après l'effondrement de l'Empire ottoman et la fondation de la République turque par Atatürk, le pays a adopté une politique basée sur la laïcité, le nationalisme turc et sur l'occidentalisation de la population. En fait, la Turquie a rejoint l'Alliance atlantique en 1952, et eu le rôle de gardienne des détroits stratégiques : le Bosphore et les Dardanelles, tout au long de la guerre froide. Cette politique d'occidentalisation s'accroît avec le dépôt de la Turquie de sa candidature d'adhésion à l'Union Européenne le 14 avril 1987. Mais, il paraît que ce projet est loin d'être réalisé car, malgré les différentes réformes accomplies par le pays (libéralisation des marchés, abolition de la peine de mort, la reconnaissance des droits des minorités...) afin de satisfaire aux exigences de l'UE, la Turquie se trouve à chaque fois devant de nouveaux obstacles qui entravent l'avancement des négociations d'adhésion. Mais, avec l'arrivée de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi), de référence islamique, au pouvoir, en 2002, on assiste à une redéfinition de la politique étrangère de la Turquie. De ce fait, le gouvernement se réoriente vers le Moyen Orient comme étant l'ancienne zone d'influence de l'Empire ottoman. Cette politique qualifiée de « néo-ottomane », consiste à « reconquérir » et renouer « les rapports historiques avec son environnement islamique¹ », et c'est une occasion de réconciliation avec un Moyen Orient méprisé après l'effondrement de l'Empire ottoman. Ainsi, la Turquie applique un *soft power* sur toute la zone MENA (Middle East and North of Africa) ainsi que sur l'Afrique Subsaharienne.



Le Moyen Orient y constituera la zone de profondeur stratégique pour le pays, tout en maintenant une politique de « zéro problème avec les voisins » conçue par l'ex-ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoglu, malgré les contraintes d'un Moyen Orient instable à cause des Printemps arabes. Le *soft power* (ou la force douce) turc revêt différents aspects. Il se manifeste dans une politique culturelle touchant plusieurs domaines, à savoir le domaine médiatique, notamment les séries et les feuilletons turcs, les centres culturels implantés dans plusieurs pays, et dans le domaine de l'enseignement où les universités turques jouent un rôle très important dans la « commercialisation » de l'image d'une Turquie moderne, laïque, démocratique et cosmopolite. Afin de mieux comprendre la nouvelle politique culturelle de la Turquie, le présent article se propose, en premier lieu, de revenir sur la notion de *soft power*, et, en second lieu, sur le domaine de l'enseignement, notamment les universités turques qui intéressent de plus en plus les étudiants notamment les étudiants marocains.

2- La notion du soft power

Dans un monde caractérisé par une perpétuelle évolution dans tous les domaines, notamment celui des nouvelles technologies, les grandes puissances mondiales tendent à changer leurs stratégies pour maintenir leur place parmi les pays « forts ». Alors, suivant les enjeux de globalisation et du développement technologique, les grandes puissances mondiales ont tendance à délaisser les anciens stratagèmes pour s'imposer sur la scène internationale. En conséquence, les forces mili-



taire et économique s'avèrent insuffisantes pour ces pays pour accentuer leur hégémonie. On découvre alors l'effet magique d'une autre force qu'est la « force médiatique ». Comme cité ci-dessus, l'évolution qu'a connue le domaine des nouvelles technologies a amené les grandes puissances à s'orienter de plus en plus vers les médias pour « conquérir » davantage de « terrain ». D'où la naissance de la notion du *soft power*. Ce dernier est évoqué pour la première fois par le chercheur américain Joseph Nye. Ce dernier le définit comme suit :

La capacité d'un Etat ou d'une puissance quelconque de séduire et d'amener les autres à agir de la façon qui lui est favorable sans le moindre recours à la coercition militaire ou à la rétribution (ou sanction) économique, ces pratiques contraignantes, menaçantes se voient attribuer le nom de « Hard Power »².

Selon Nye, le *soft power* consiste à agir d'une manière douce auprès des autres pays afin de les amener à répondre à nos impératifs sans recourir aux coercitions militaire ou économique. Ces deux dernières stratégies, appelées aussi *Hard power* peuvent avoir des résultats immédiats, mais pas pour une longue durée. D'autre part, ces deux stratégies offensives peuvent être couteuses sur les niveaux humain et matériel. Le *soft power* devient ainsi un élément indispensable des politiques étrangères des pays déployant une diplomatie d'influence. Ce type de diplomatie : « se distingue d'une politique de rayonnement culturel en ce qu'elle concerne un champ d'action plus large dans les nouvelles logiques de la mondialisation en incluant également des domaines tels que les technologies de l'information et de la communication, qui renforcent



l'influence des États sur la scène internationale³ ». La diplomatie d'influence consiste donc à élargir les champs d'action des pays en prenant en compte la conjoncture internationale caractérisée par le développement technologique et l'essor des moyens de communication.

La Turquie ne fait pas exception et adopte une politique étrangère basée sur le *soft power*. Effectivement, après l'accession de l'AKP⁴ au pouvoir en 2002, le pays mobilise les moyens financiers, techniques et humains pour mettre en avant une diplomatie d'influence en variant les champs d'action. Ces derniers touchent le domaine audiovisuel avec une production massive de séries, feuilletons et films véhiculant l'image d'une Turquie moderne et européanisée mais qui reste attachée à son passé, et puisant ses ressources de ses racines ottomano-musulmanes. Les universités turques font partie des composantes du *soft power* adopté par l'AKP. Ces universités se présentent comme la « vitrine » de la Turquie, et la fenêtre de cette dernière sur le monde. En réalité, la Turquie figure actuellement parmi les meilleures destinations pour les étudiants désirant poursuivre leurs études à l'étranger. Alors, le pays a réussi à améliorer son classement et grimper au : « 10^e rang avec 125 000 étudiants accueillis en 2018, c'est l'un des « nouveaux acteurs » de la mobilité internationale à se démarquer. Elle affiche d'ailleurs la progression la plus forte des pays du top 20 (+130% d'étudiants internationaux entrants). [...] L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient pèsent pour plus d'un tiers des recrutements⁵ ». On peut dire donc que la Turquie mise sur ses universités pour mieux se positionner sur la scène mondiale en



mobilisant ses atouts géostratégiques. En effet, le pays se présente comme un carrefour naturel en deux continents (l'Europe et l'Asie) et entre deux cultures. C'est pour cette raison que la Turquie attire un nombre très important d'étudiants européens (43% des étudiants internationaux), d'étudiants issus des pays turcophones (30%)⁶.

Le système éducatif en Turquie a connu donc un changement radical après la chute de l'Empire ottoman et l'édification de la République turque par Mostafa Kemal en 1923. En fait, l'enseignement à l'époque ottomane était purement traditionnel. Il se basait sur l'enseignement du Coran et des autres sciences en rapport avec la religion islamique. Les *medersas* ont été fondées partout dans l'Empire, notamment les grandes villes telles qu'Istanbul, le Caire, Damas, etc. Au début du XIX^{ème} siècle, avec les réformes qu'a connues l'Empire dans les domaines administratif, économique, scolaire, militaire, etc., le système de gestion des *medersas* a connu un changement global. Les medersas furent nommées *Darülfünun*. Ces institutions avaient pour mission de former les cadres supérieurs ottomans qui auront des postes de responsabilité dans des domaines variés. Adoptant le modèle français dans les réformes, l'Empire ottoman empruntera même le modèle éducatif de la France. On assistera alors à la fondation du Lycée de Galatasaray en 1867. C'est une institution qui offre un enseignement en langue française. Le Lycée Galatasaray était considéré comme une école d'élite formant les cadres supérieurs et les hauts fonctionnaires destinés au service du palais impérial. Avec l'édification de la République turque par Mostafa Kemal en 1923, l'Etat a inauguré un système éducatif basé sur le



modèle laïc français. Alors, les *medersas* vont être abolies pour laisser place aux écoles modernes. Les *Darülfünun* connaîtront aussi un changement radical au niveau des curricula, des programmes, de la gestion administrative, etc., et prendront le nom d' « universités ». Ces dernières seront un outil très efficace dans le *soft power* turc, et le gouvernement AKP a su en faire un levier de développement, et un moyen de promotion de l'image de la Turquie au niveau régional et international. Les universités privées, notamment de la ville d'Istanbul, font partie intégrante du système éducatif turc. Elles jouent un rôle très important en véhiculant l'image d'une Turquie moderne, libérale et laïque.

3- Les universités privées d'Istanbul

A partir des années 1980 et avec la libération du marché économique, la Turquie optera pour la privatisation de la culture à travers un désengagement « stratégique » de l'Etat du domaine de la culture, en laissant la place aux promoteurs privés qui contribueront à son développement, en jouant le rôle de médiateurs qui seront des « intermédiaires entre la nation et le reste du monde⁷ ». C'est-à-dire que ces promoteurs auront pour mission, de faire connaître la culture turco-ottomane au reste du monde, et favoriser également la « rencontre entre artistes locaux et étrangers, entre le public turc et l'art occidental⁸ » en encourageant l'ouverture des artistes et du public turcs sur l'art contemporain. Ce sont ces promoteurs qui vont se charger de la création de la plupart des universités privées qui porteront leurs noms de famille.



C'est aux années 1960 que l'État turc a autorisé pour la première fois l'ouverture des établissements privés d'enseignement supérieur. Ces Hautes Écoles (*Özel Yükseköğretim Kurumları*), durant cette période, ont bâti une certaine notoriété et développé leur politique pédagogique, de telle sorte que certains établissements privés avaient plus d'attrait, pour les étudiants, que les établissements supérieurs publics. En 1981, des mesures furent prises pour permettre à des fondations caritatives (*vakıf*) de fonder des institutions d'enseignement supérieur. Ces fondations, appartenant aux grandes familles telles que les Koç, les Eczacıbaşı, les Sabancı, etc., étaient ainsi les seuls organismes aptes à créer des universités privées. Le développement de ces dernières, dans leur définition actuelle, est un phénomène récent en Turquie. La majorité d'entre elles ont été fondées après 1995⁹. Comme nous l'avons déjà abordé, une partie de ces fondations caritatives appartient en général aux grands opérateurs privés qui investissent une partie de leurs fonds dans des œuvres philanthropiques et bénéficient, en contrepartie de décharges fiscales. La quasi-totalité des universités privées de la Turquie se trouvent à Ankara et à İstanbul, vu que ces deux mégapoles abritent la grande majorité des clients potentiels qui peuvent payer des sommes importantes en guise de frais de scolarité. L'inscription est ouverte soit aux étudiants boursiers, soit aux étudiants issus de milieux favorisés. Ces établissements privés se réfèrent à la culture occidentale, que ce soit au niveau des programmes scolaires qu'au niveau du mode de vie de leurs campus, vu que ces établissements sont fondés



par des promoteurs occidentalisés et profondément influencés par l'idéologie kémaliste. Le nombre des universités privées va s'accroître avec la fondation du Conseil de l'Enseignement Supérieur (le YÖK).

4- Le système YÖK

La date-clé des universités privées en Turquie est 1981. Cette année a connu aussi la création du Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK¹⁰). C'est une institution chargée de la gestion de la plupart des établissements supérieurs. Il se définit comme un organisme responsable de la « planification, organisation, gouvernance, instruction et recherche¹¹ » dans l'enseignement supérieur. L'une de ses premières missions est de rompre avec la fragmentation du système en intégrant les différentes écoles et conservatoires aux universités afin que le système éducatif soit complètement unifié sous son contrôle. Le YÖK comporte vingt-deux membres : sept membres sont des professeurs élus par le conseil interuniversitaire, lui-même composé du recteur et d'un membre du sénat de chaque université, sept membres sont nommés directement par le Président de la République, avec priorité aux anciens recteurs, et huit membres sont nommés par le gouvernement, parmi des hauts-fonctionnaires en fin de carrière. Tous ces membres fonctionnent à travers des mandats de quatre ans renouvelables.

5- L'indépendance financière des universités privées

Véhiculant l'image d'une Turquie laïque, moderne et cosmopolite, les universités privées se veulent aussi un espace miniaturisé du pays. L'espace de l'univer-



sité est considéré donc comme un lieu où se rencontrent des étudiants issus de différentes cultures, nationalités, et conversions. On y trouve surtout les étudiants issus des anciennes possessions de l'Empire ottoman. Ces universités augmentent leur taux d'inscription en acceptant également les étudiants boursiers, puisque la Turquie accorde annuellement des bourses pour des étudiants du monde entier.

En général, les étudiants des universités privées jouissent d'une certaine liberté en ce qui concerne les pratiques religieuses, sauf que ces dernières sont plus ou moins limitées dans les campus. L'université de Bilgi, par exemple, avec ses sept mille étudiants (10% des étudiants sont des boursiers) a pour objectif la création d'un espace cosmopolite. L'université promeut « la tolérance et le respect de la diversité des individus qui ont des styles de vie, des croyances et des modes de pensée différents à l'intérieur de la mosaïque des valeurs universelles contemporaines¹² ». C'est une université constituée de quatre facultés, où l'enseignement se fait exclusivement en anglais. Elle se situe au centre-ville et joue le rôle d'une université citoyenne en s'intéressant à la vie des quartiers où se situent ses campus. Elle participe au développement des quartiers où sont installées ses facultés en menant de ce fait une approche sociale de l'espace urbain. De façon générale, et vu l'emplacement éloigné des campus, par rapport aux agglomérations, et l'accès difficile à ces établissements, la quasi-totalité des universités veillent à la construction de campus en vue de créer une vie communautarisée et un espace pluriculturel. À l'université Koç, par exemple, la moitié des élèves ainsi que la moitié des enseignants résident au campus.



6- L'université de Galatasaray

L'université Galatasaray est une université publique turque francophone, fondée le 14 avril 1992, par le biais d'un traité intergouvernemental bilatéral entre la Turquie et la France. Elle est considérée comme étant l'une des universités les plus prestigieuses en Turquie. Elle se situe au bord du Bosphore, au quartier d'Ortaköy de la municipalité de Beşiktaş sur la rive nord-européenne d'Istanbul. Elle est composée de deux campus séparés par l'avenue Çırağan et reliés par un petit tunnel souterrain. C'est un projet qui constitue la continuité de l'enseignement francophone en Turquie qui date de l'époque des *Tanzimat*, dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle qui voit s'intensifier les relations diplomatiques entre l'Empire ottoman et la France, et cela avec la fondation du Lycée Impérial en 1868, qui deviendra Lycée de Galatasaray. La francophonie occupe une place particulière dans le paysage linguistique de la Turquie, puisque le choix du français ne relève pas d'une situation de colonisation, mais renvoie au contraire à un choix volontaire de la part de l'Empire ottoman, surtout pendant l'époque d'Abdülhamit II. La France était pour les ottomans le symbole de liberté et de modernisme.

L'université Galatasaray, comme susmentionné, est un projet qui constitue un prolongement du lycée Galatasaray. C'est un projet qui a vu le jour grâce aux efforts menés par les anciens lauréats du lycée auprès des deux gouvernements, turc et français. Le but des anciens lauréats était d'avoir un établissement supérieur francophone pour mener jusqu'au bout leurs études universitaires sans avoir besoin de se déplacer en France ou à un autre pays francophone. La fondation de l'université était aussi



une occasion pour le gouvernement turc d'avoir un point d'appui pour consolider son dossier d'adhésion à l'Union Européenne.

L'université Galatasaray comprend cinq facultés (Sciences économiques et administratives, Droit, Lettres, Communication et Ingénierie). L'enseignement y est assuré en français et en turc, bien que le traité de la fondation de l'université prévoit dans son « article 4 », que :

Le français est la langue de l'enseignement dans l'établissement ». En effet, certaines disciplines, comme le droit privé turc, sont naturellement enseignées en turc. Elles ne représentent, en principe, que 30 % au plus, du volume total des enseignements dispensés¹³.

L'université impose un concours d'entrée aux étudiants désirant y poursuivre leurs études. 50 % des étudiants (non francophones) passent un concours d'entrée centralisé organisé par le ministère de l'Éducation Nationale turc. L'autre moitié, constituée de lauréats des lycées francophones de la Turquie, passent un examen spécifique organisé par l'université elle-même. Excepté les étudiants issus des lycées francophones, les autres étudiants doivent suivre une année en classes préparatoires linguistiques où ils doivent acquérir un niveau suffisant :

En français parlé et écrit pour leur permettre d'entamer, soit des études en sciences sociales (théoriquement à 70 % conduites en français), soit des études scientifiques d'ingénieur, à 100 % conduites en français : deux années de classes préparatoires intégrées, suivies de



trois années d'ingéniorat (en génie industriel ou en génie informatique)¹⁴.

On peut dire alors que la francophonie pour cette université est une sorte de prestige qui permettra à l'établissement et aux universitaires turcs de jouir d'une place plus ou moins favorable en choisissant le label français afin de pouvoir concurrencer les universités turques anglophones. C'est pour cette raison que l'université de Galatasaray s'est ouverte sur d'autres universités françaises qui constitueront un consortium formé de sept universités et/ou établissements de l'enseignement supérieur¹⁵ (l'université Paris I, Panthéon-Sorbonne, l'université de Picardie, l'université de Sciences et Technologies de Lille, l'université d'Aix-Marseille I, La Fondation nationale des Sciences politiques, l'Institut nationale polytechnique de Grenoble et l'Ecole internationale des Sciences de l'information).

La langue française constitue ainsi un choix stratégique de l'université Galatasaray qui a eu la vocation de dispenser un enseignement en français non pas comme une sorte de subordination vis-à-vis de la France, mais cette langue s'avère un moyen efficace pour le rapprochement des deux peuples, français et turc et un instrument de travail qui doit être loin de tout préjugé. Cependant, l'université de Galatasaray se transforme en un outil d'influence pour les deux gouvernements. Ainsi, pour la France, c'est cet établissement qui assurera le rayonnement de la francophonie dans toute la région et formera des élites francophones qui constitueront une force potentielle d'influence et de soutien pour l'Hexagone. En effet, cet éta-



blissement se révèle un moyen efficace, pour les deux pays, pour mener une stratégie d'influence surtout en cas de différends politiques. En réalité, l'université représente un espace de réconciliation en cas de crises diplomatiques. A titre d'exemple :

En 2006, au cours de la crise qui suivit le vote par l'Assemblée nationale d'une loi pénalisant la négation du génocide arménien, l'Université Galatasaray a été une seconde fois sollicitée pour servir de pont entre les deux pays. Aggravée par la décision de Nicolas Sarkozy, dès son élection à la présidence de la République, de bloquer unilatéralement cinq chapitres des pourparlers entre l'UE et la Turquie, la crise des relations entre la France et la Turquie était arrivée au point de la rupture diplomatique. Lors de la dernière crise diplomatique survenue entre les deux pays à la charnière des années 2011-2012, lors de la seconde tentative de pénalisation de la négation du génocide arménien en France, c'est cette fois l'Université Galatasaray qui sollicitait ses correspondants universitaires français, réunis au sein d'un consortium, pour qu'ils interviennent dans le débat. La direction de l'université défendait dans le même temps auprès de son ministère de tutelle, la nécessité d'écartier de la panoplie des représailles diplomatiques les multiples opérations de coopération culturelle et éducative inscrites dans la très longue durée¹⁶.

Donc, on peut dire que l'université de Galatasaray, à part son rôle éducatif, est un outil diplomatique ayant pour rôle d'atténuer les tensions entre les deux pays,



surtout quand il s'agit d'un sujet aussi sensible que le génocide arménien. En plus, les établissements francophones en Turquie, en général, peuvent être une carte de pression entre les mains du gouvernement turc : l'exemple le plus frappant est ce qui est arrivé dernièrement quand Emmanuel Macron a refusé la fondation d'écoles turques en France, ce qui a suscité la colère de son homologue turc qui a menacé de fermer tous les établissements francophones sur le territoire turc.

D'autre part, les universités turques commencent, ces deux dernières décennies, à susciter l'intérêt des étudiants marocains. Des questions de la part de ces derniers commencent à être posées dans les pages d'orientation post-bac et dans les forums virtuels d'entraide. La Turquie s'impose donc graduellement comme destination pour une bonne partie des étudiants marocains qui trouvent dans ce pays une alternative capable de concurrencer les universités de l'Europe et même de l'Amérique du Nord. Cela nous mène à nous poser les questions suivantes : Comment peut être expliquée la nouvelle tendance des étudiants marocains, qui commencent à s'intéresser aux universités turques ? Jusqu'à quel point la politique culturelle turque peut influencer le choix des étudiants marocains et les orienter vers les universités turques ?

7- Cadre méthodologique

Adoptant une approche hypothético-déductive, nous avons tenté de répondre aux questions ci-dessus. Pour ce faire, nous nous sommes basés sur les deux méthodes : quantitative et qualitative. Afin d'avoir des données quantifiables, nous



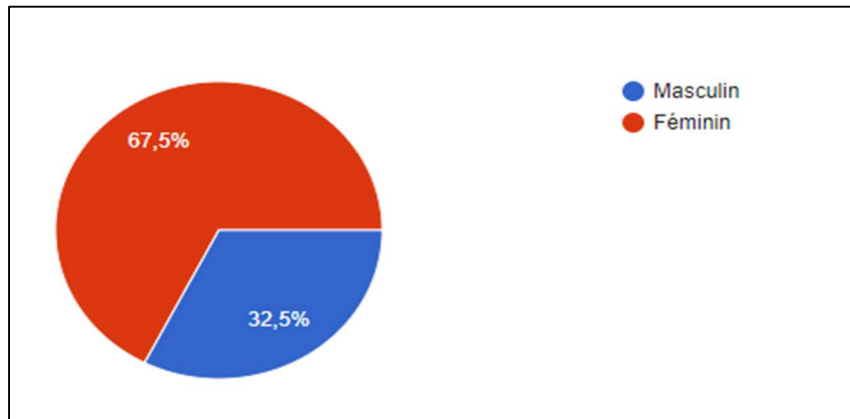
avons lancé un questionnaire électronique de quinze questions, auprès d'un échantillon de deux cents étudiants. La version électronique du questionnaire nous a facilité la tâche et nous a permis de cibler un nombre respectable d'étudiants en lançant le sondage sur des pages Facebook et dans des groupes Whatsapp dédiés aux orientations post-bac, et notamment aux études en Turquie. On a également effectué, dans le cadre d'une méthode qualitative, quelques interviews avec des représentants de deux universités turques privées. Ces dernières ont été parmi les établissements participants au Forum National de l'Etudiant marocain.

8- Analyse des résultats

Les données concernant le genre des enquêtés s'avèrent très importantes. Elles nous informent sur la catégorie la plus influencée par la visibilité turque au Maroc. Effectivement, 67.5% des étudiants interrogés sont de sexe féminin, alors que 32.5% sont des hommes (Fig. 1). On peut interpréter ces données par le fait que ce sont les femmes qui sont les plus ciblées par le soft power turc, notamment au niveau des séries et films turcs diffusés sur les chaînes marocaines. Les femmes, inconsciemment, et à travers les images stéréotypées de la Turquie, commencent à construire une image « rose » sur ce pays, et sur la vie prospère que mènent les Turcs.



Fig. 1 : Répartition des enquêtés selon le genre

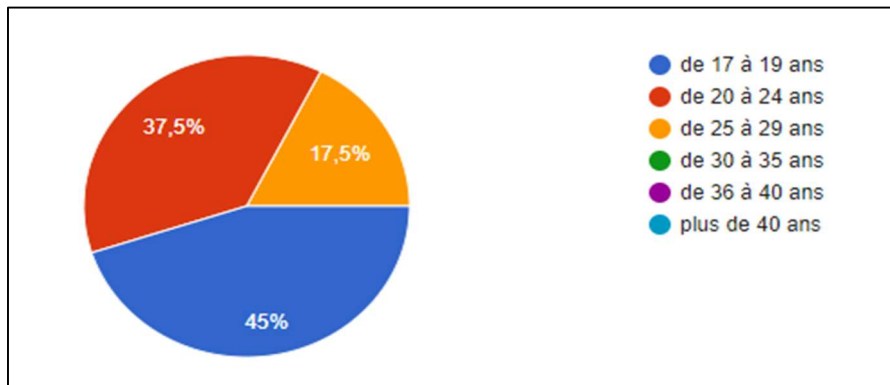


Pour le critère de l'âge, on constate que les jeunes sont les plus intéressés par les études supérieures en Turquie. 45% des enquêtés appartiennent à la catégorie d'âge de 17 à 19 ans, tandis que 37.5% ont un âge entre 20 et 24 ans. D'autre part, 17.5% seulement appartiennent à la catégorie d'âge de 25 à 29 ans. Toutefois, les gens ayant 30 ans et plus, ne s'avèrent pas intéressés par les études en Turquie (Fig. 2). D'après ces résultats, on peut dire que la catégorie des jeunes, entre 17 et 24 ans, est la plus intéressée par la Turquie. De plus, ces jeunes sont les plus aptes à suivre les nouvelles tendances, entre autres, la culture turque en général, et en particulier, les établissements supérieurs de Turquie qui adoptent une politique de médiatisation de grande envergure. Ces établissements sont, de ce fait, plus présent dans la plupart des manifestations d'orientation destinées aux étudiants marocains.

Les jeunes étudiants éprouvent également plus d'intérêt et plus de motivation à essayer cette nouvelle destination. En effet, la Turquie s'avère un pays plus sûr par rapport aux pays de l'Europe de l'Est, qui étaient la destination préférée des étudiants marocains issus de la classe moyenne.



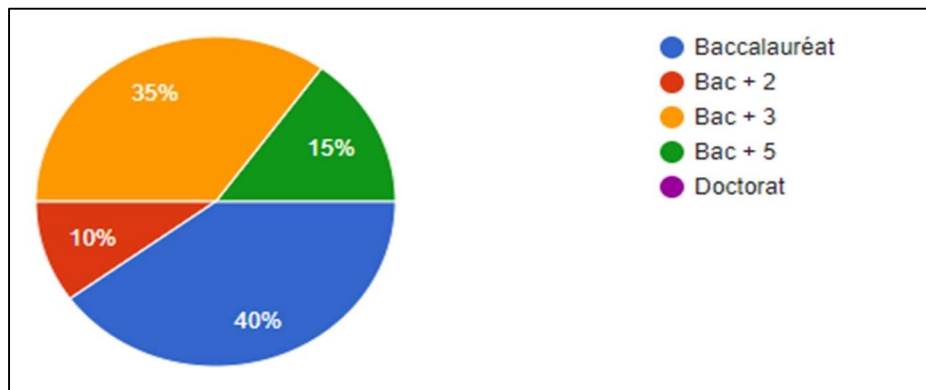
Fig. 2 : Répartition des enquêtés selon la catégorie d'âge



A propos du niveau d'étude des sondés, il varie entre le baccalauréat et le master. Ainsi, 40% des étudiants sont des bacheliers, 35% ont une licence, 15% un master et 10% ont un bac+2. Alors, on peut avancer que les bacheliers sont les plus motivés à choisir la Turquie comme destination pour poursuivre leurs études supérieures. De plus, les jeunes gens sont prédisposés à s'élancer dans de nouvelles aventures. En fait, la Turquie essaie d'offrir toutes les conditions nécessaires aux étudiants, et se présenter comme le meilleur choix en capitalisant sur son statut de puissance émergente qui tend à avoir sa place parmi les forces mondiales. A part les bacheliers, la Turquie essaie d'attirer même les étudiants ayant une licence ou un master, en leur offrant des formations avec des prix compétitifs. De surcroît, les études doctorales sont gratuites et, ce, pour attirer de plus en plus les personnes plus ou moins âgées, et qui préfèrent les destinations classiques à savoir l'Europe, l'Amérique du Nord, etc.



Fig. 3 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude



Concernant les filières auxquelles opteront les questionnés, 27.5% déclarent avoir choisi de poursuivre des études en ingénierie (Fig.4). Tandis que 15% ont opté pour le génie industriel, 15% l'informatique et 7.5% la médecine. Alors, on peut dire que les spécialités scientifiques sont les plus demandées par les étudiants marocains ayant choisi la Turquie. Cela veut dire que les universités turques deviennent plus attractives vu que le gouvernement AKP accorde des sommes importantes pour promouvoir l'innovation et la recherche scientifique. Par ailleurs, 12.5% des interrogés choisissent la littérature, plus particulièrement la littérature turque, 10% les études islamiques, 5% le droit et sciences politiques, 5% les sciences économiques tandis que 2.5% seulement optent pour les sciences de l'information. D'après ces derniers résultats, les filières des sciences humaines attirent moins d'étudiants. Mais, les dirigeants des universités turques et le directeur de l'Institut Yunus Emre de Rabat (le centre culturel turc au Maroc), font plus d'efforts en coopérant avec des universités marocaines en but de créer des « ponts » culturels en initiant les étudiants marocains aux études turcologiques. Le centre culturel turc de Rabat a cherché, dès sa fondation en 2012, à tisser des liens de coopération avec plusieurs établissements



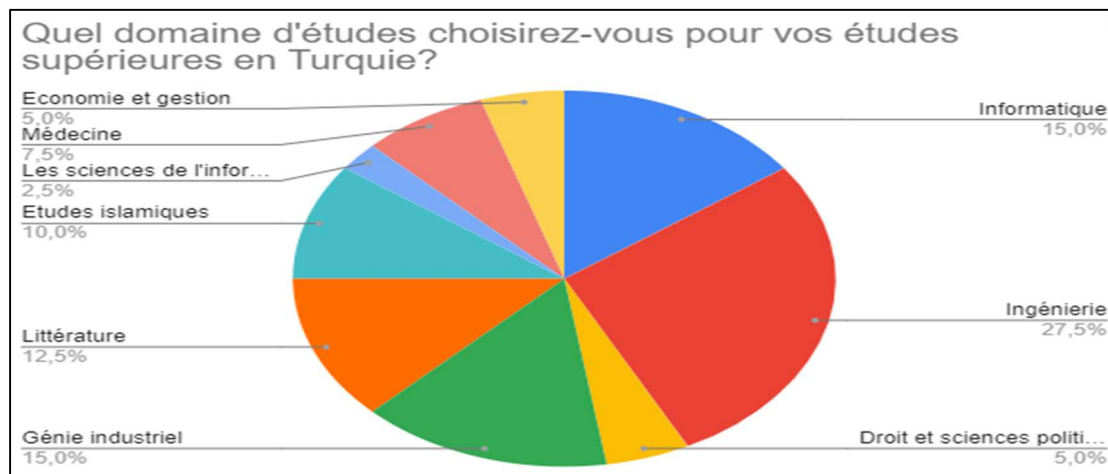
supérieurs au Maroc, entre autres la faculté des Lettres et Sciences Humaines de Rabat et Dar Al Hadith Al Hassania située dans la même ville. Le même centre est doté d'une bibliothèque ouverte aux adhérents et aux étudiants, notamment les étudiants de la faculté des Lettres de Rabat. A travers cette bibliothèque, le centre turc fait connaître aux visiteurs, et aux étudiants, la littérature et les hommes de lettres turcs. En effet, plusieurs recherches (des communications, des articles scientifiques, des projets de licence, des mémoires de master et même des thèses de doctorat) sont élaborées par chercheurs ou des étudiants marocains autour de la thématique de la littérature turque moderne ou ottomane.

D'un autre côté, certains étudiants optent pour des études en littérature turque dans les universités de Turquie. En outre, le centre culturel turc de Rabat a signé un accord de partenariat avec Dar Al Hadith Al Hassania. A travers cet accord, le centre s'occupera d'enseigner la langue turque aux étudiants, de cet établissement, intéressés par l'apprentissage du turc. De plus, la Direction des Affaires Religieuses (*Diyane*) donne la possibilité aux étudiants de Dar Al Hadith Al Hassania, et aux autres étudiants marocains des autres facultés du Maroc, de poursuivre leurs études supérieures en Turquie grâce à la bourse offerte par la même institution religieuse (*Diyane*). Les bénéficiaires de cette bourse peuvent choisir entre trois programmes : le programme international du lycée Anatolien pour la formation des imams et des prêcheurs, le programme international de bourses de premier cycle en théologie, et le programme international de bourses d'études supérieures en théologie (pour la préparation des diplômes de master ou de doctorat). Le partenariat s'avère bénéfique



pour la Turquie. Cette dernière met en avant son identité islamique pour promouvoir un *soft power* religieux qui vise à replacer la Turquie dans l'espace moyen-oriental considéré comme étant « une profondeur stratégique » selon Ahmet Davutoğlu, l'ex-ministre turc des Affaires Etrangères. La Turquie à travers ce *soft power* religieux compte « reconquérir » la région moyen-orientale et faire revivre la place spirituelle qu'occupait le califat à l'époque de l'Empire ottoman. C'est pour cette raison que la politique étrangère turque est qualifiée de « néo-ottomane ».

Fig. 4 : Répartition des enquêtés selon les filières choisies



En interrogeant les enquêtés sur leurs sources d'information sur les universités turques, 90% ont avoué avoir recueilli ces informations dans les réseaux sociaux (Fig.5). Assurément, ces derniers jouent un rôle très important dans l'orientation des étudiants en général, et en particulier les étudiants voulant poursuivre leurs études en Turquie. En réalité, des centaines de pages Facebook et des groupes Whatsapp offrent plusieurs services aux étudiants, et les aident à choisir les bonnes universités avec de bons prix. Ces espaces d'entraide, où les étudiants partagent des informations à propos des universités turques, les dates des concours, les prix des



études, les conditions de vie dans les résidences universitaires, etc. Les forums d'étudiants constituent aussi des espaces fiables pour informer les étudiants sur toutes les nouveautés concernant les offres des universités turques. Effectivement, 70% des sondés ont déclaré qu'ils ont pu s'informer d'une manière détaillée, sur les universités turques au niveau des forums de l'étudiant. A vrai dire, les universités turques, depuis environ plus d'une décennie, participent régulièrement à tous les forums d'étudiants organisés dans les principales villes du Maroc. A titre d'exemple, nous avons eu l'occasion de visiter le forum national de l'étudiant, qui a eu lieu au Centre International de Conférences et d'Expositions, de l'office des Changes de Casablanca, du 26 au 29 avril 2023. Cette manifestation a connu la participation de plusieurs établissements supérieurs marocains, ainsi que d'autres établissements étrangers, entre autres des universités privées turques (environ 10 universités). Les stands des universités ont été regroupés sous la même enseigne : « Study in Turkey ». Ces stands ont été parmi les stands les plus animés et les plus visités du forum. Nous avons eu l'occasion également de discuter avec quelques représentants de ces universités et les interroger sur les filières les plus demandées par les étudiants marocains, les prix des études, les procédures d'inscription, etc. La représentante d'une université privée, l'université de BEYKENT, a déclaré que la demande des universités turques, par les étudiants marocains, a progressé ces dernières années. L'université de BEYKENT reçoit chaque année un nombre d'étudiants marocains variant entre 15 et 20. Cet établissement donne la possibilité aux étudiants de préparer des diplômes de « bachelor » en turc ou en anglais, et aussi des diplômes de master ou de



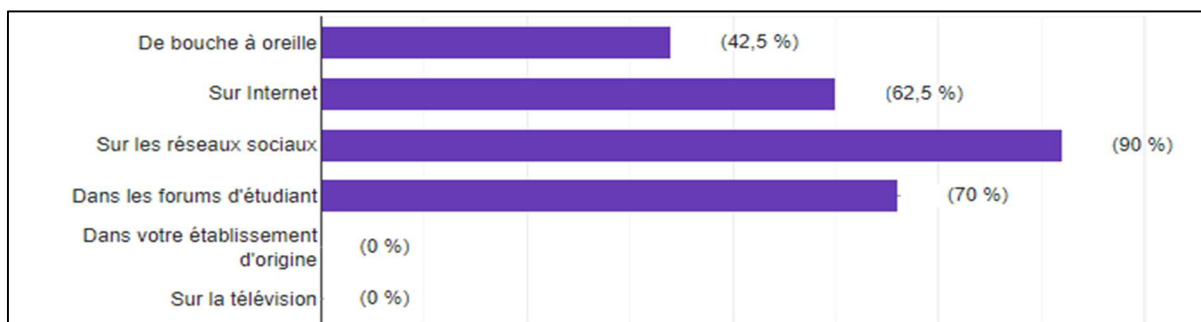
doctorat. Selon la représentante, les spécialités les plus demandées par les étudiants marocains dans cette université sont la médecine, l'ingénierie et la gestion et business. Pour mieux intégrer les étudiants étrangers dans la vie estudiantine, et dans la société turque en général, l'université BEYKENT met à la disposition des étudiants, différents moyens de confort. Des campus universitaires de haute qualité, disposant de toutes les commodités, hébergent des étudiants turcs et des étudiants venant des quatre coins du monde. 87 clubs sont ouverts aux étudiants afin de faciliter leur intégration et leur découverte de soi.

Nous avons eu l'occasion aussi de discuter avec un autre représentant d'une autre université privée très célèbre à Istanbul et en Turquie en général. C'est l'université de Bahçeşehir (BAU). C'est une université de renommée, classée au rang 801^e parmi les 1000 meilleures universités au niveau mondial, selon le représentant. L'université Bahçeşehir offre un enseignement en anglais excepté les sciences de la santé et le droit qui sont obligatoirement enseignés en turc. Les étudiants étrangers, selon le représentant de l'université, représentent le quart du nombre total des étudiants, soit un chiffre de 7500 étudiants issus de 127 pays de par le monde. Les dirigeants de l'université s'avèrent plus conscient de l'importance de la qualité de vie que doivent mener les étudiants au sein de l'université et au sein des résidences universitaires. C'est pour cette raison, affirme le représentant de l'université, que ces résidences, situés au centre d'Istanbul, sont équipés des moyens de dernière génération. Les étudiants y trouvent des moyens de divertissement, des centres commerciaux, etc. Concernant la qualité de l'enseignement dispensé au sein de l'université,



le représentant affirme que cet établissement fait appel à des professeurs de renommée venus des quatre coins du monde. Ce qui se reflète positivement sur la réputation de l'université et son image de marque au niveau local, régional et mondial. Pour les étudiants marocains, le représentant avoue que leur nombre reste plus faible (environ 20 étudiants chaque année), et l'objectif de l'université est d'atteindre le nombre de 100 étudiants par an, malgré les frais plus ou moins élevés, et qui varient entre 5000 dollars par an pour les diplômes professionnels, et 25000 dollars pour la faculté de médecine. D'autre part, un autre forum est organisé chaque année et dédié exclusivement aux universités turques du secteur public. C'est le Forum des Universités turques au Maroc. C'est un forum organisé en partenariat avec le Centre d'Etudes à l'Etranger « Cordoba ». Cette manifestation se donne pour mission de faire connaître aux étudiants intéressés, les différentes universités publiques turques ainsi que les procédures d'accès à ces établissements. Ce forum connaît la participation de l'Institut Yunus Emre de Rabat. Le centre turc informe les étudiants sur ses activités culturelles, notamment les cours de langue turque qui s'avèrent très utiles pour les étudiants qui comptent faire leurs études en langue turque.

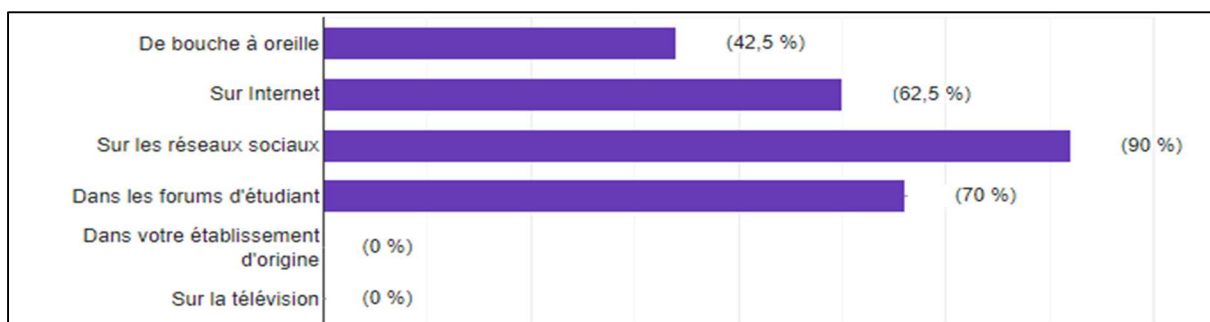
Fig. 7 : Répartition des enquêtés selon leurs sources d'information sur les universités turques





Concernant les motifs qui incitent les étudiants marocains à choisir les universités turques, 100% des interrogés ont déclaré que le principal motif qui les poussé à choisir la Turquie, est l'absence du visa d'entrée à ce pays. En fait, la Turquie a pris cette décision stratégique afin de promouvoir le tourisme et faciliter les procédures administratives aux étudiants voulant y poursuivre leurs études supérieures. De plus, 92% des sondés avouent que les universités turques ont réussi à offrir un enseignement avec un bon rapport qualité/prix. En conséquence, la Turquie compte concurrencer les destinations classiques telles que l'Europe et l'Amérique du Nord en offrant un enseignement de qualité avec des prix compétitifs. D'un autre côté, le rapprochement culturel entre le Maroc, en particulier, (et généralement, les pays du Moyen-Orient), d'un côté, et la Turquie, de l'autre côté, pousse 40% des enquêtés à choisir cette destination. Comme précité, la Turquie promeut une stratégie de *soft power* qui investit la double identité du pays qui se veut un espace où se rencontrent les valeurs laïques et modernisatrices d'une part, et les valeurs musulmanes d'autre part. A travers cette double appartenance, la Turquie se veut un espace « idéal » où peuvent cohabiter les gens de différents pays et de différentes cultures sans que ceux-ci se sentent « étrangers ».

Fig. 7 : Répartition des enquêtés selon leurs sources d'information sur les universités turques





En but d'attirer le maximum d'étudiants, la Turquie a institué un programme de bourses. C'est, en fait, le président Turgut Özal qui a décrété la fondation de ce programme en 1992. Avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir, ce programme a été développé et prendra le nom de :

« Bourses Türkiye » en 2012 et des études ont commencé à être menées sous la coordination de la présidence pour les Turcs à l'étranger et les communautés associées (YTB) [...] Les bourses Türkiye offrent aux étudiants internationaux la possibilité d'étudier et de recevoir des bourses dans les universités les plus prestigieuses de Turquie. Les bourses Türkiye sont considérées comme les bourses les plus complètes au monde avec la possibilité d'un placement dans une université ou un département, des bourses mensuelles, des frais de scolarité, une assurance maladie, un hébergement, des cours de langue turque, des billets d'avion et des programmes académiques et culturels gratuits¹⁷.

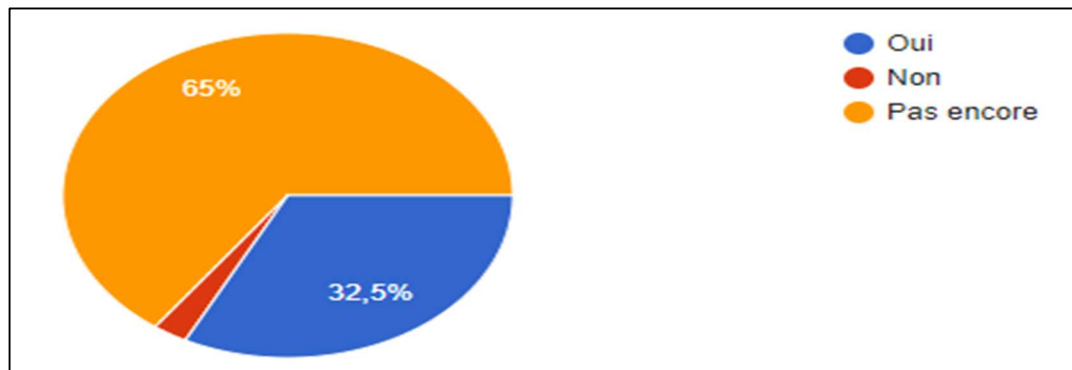
On déduit alors que le programme *Bourses Türkiye* (Bourses de Turquie) offre une gamme complète de services aux étudiants étrangers. Il assure un accompagnement pour ces derniers et les aide à s'installer en Turquie d'une manière fluide, en les aidant également à régler tous les problèmes qu'ils peuvent avoir tout au long de leur séjour. L'Institut Yunus Emre est en effet un partenaire très important de l'organisme étatique YTB¹⁸ qui gère le programme des bourses. Le centre culturel turc participe à la campagne publicitaire de ce programme, et organise des journées portes-ouvertes aux étudiants pour leur faire connaître les avantages et les



services dont ils peuvent bénéficier en s'y inscrivant. L'Institut Yunus Emre joue également un rôle très important dans l'organisation des entretiens d'admissions aux bourses de Turquie. Il met à la disposition du YTB tous les moyens disponibles, à savoir les moyens logistiques, etc. Les locaux du centre abritent les concours des bourses. Les programmes de bourses constituent ainsi un moyen très efficace pour attirer les étudiants étrangers même ceux qui désirent accéder aux universités privées. Avec ces programmes, les dirigeants comptent placer la Turquie parmi les destinations les plus demandées par les étudiants étrangers. Effectivement, 32.5% des enquêtés affirment qu'ils ont déjà passé l'entretien d'admission au programme des bourses, alors que 65% ont déclaré qu'ils compteront le passer dès l'ouverture du concours (Fig. 9). De surcroît, les responsables des universités mettent en avant une politique d'ouverture sur les universités du monde entier afin de favoriser la mobilité des étudiants vers les universités turques. Pour ce faire, ces responsables signent des accords de partenariat avec des universités ainsi qu'avec des centres de recherche. Cela renforcera la place de la Turquie comme pays influent au niveau scientifique, en multipliant les accords de coopération avec plusieurs universités des différents pays du monde. Ces efforts de coopération favoriseront la mobilité des étudiants et promouvront une image positive de la Turquie qui commence à se construire une image d'une puissance régionale et se classe aujourd'hui 17^{ème} parmi les grandes forces économiques au monde.



Fig. 9 : Répartition des enquêtés selon leur motivation concernant le passage du concours des bourses de Turquie



9- Conclusion

Jouissant d'un emplacement stratégique, entre deux continents, la Turquie a su comment s'user du *soft power* afin d'accentuer sa place dans la région comme étant un espace pivot renouant avec les anciennes valeurs ottomanes de cohabitation et du cosmopolitisme, et les valeurs de laïcité et du modernisme instaurées par Atatürk après la fondation de la République turque en 1923. Les universités turques en est le meilleur exemple vu leur importance de véhiculer l'image de la nouvelle Turquie sous le gouvernement de l'AKP qui a su comment investir le patrimoine ottoman pour marquer un retour impressionnant de la Turquie comme acteur très important au niveau régional et même au niveau mondial. Mais, certains critiques voient dans ce *soft power*, exercé à travers les séries télévisées et les universités turques par exemple, comme de nouvelles ambitions impérialistes néo-ottomanes, menées par l'AKP, en vue de « conquérir » économiquement et, pourquoi pas, politiquement les pays ciblés par cette « offensive » dite culturelle.



Notes de fin :

- 1 Abdelwahab Biyad, « La Turquie : Un Etat pivot à la recherche d'un statut régional », in *Géoeconomie*, Paris, 2014, n°72, Ed. Choiseul.
- 2 Joseph Nye, *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.
- 3 Philippe Lane, *Présence française dans le monde : L'action culturelle et scientifique* (Deuxième édition), Paris, La Documentation Française, 2016, p. 9.
- 4 Adalet ve Kalkınma Partisi : Parti de la Justice et du Développement.
- 5 https://ressources.campusfrance.org/publications/chiffres_cles/fr/chiffres_cles_2021_fr.pdf (Consulté le 26 juin 2023).
- 6 *Ibid.*
- 7 Nora Seni, « Le mécène, un acteur méconnu de la ville », in *Transcontinentales*, 2009, N°7.
- 8 *Ibid.*
- 9 David Behar, *Les Universités privées d'Istanbul*, Istanbul, L'Institut Français d'Etudes Anato-liennes, 2002, p. 8.
- 10 Yükseköğretim Kurulu.
- 11 David Behar, *Les Universités privées d'Istanbul*, *op. cit.*, p. 6.
- 12 *Ibid.*, p. 6.
- 13 Pierre Dumont, *La politique linguistique et culturelle de la France en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.82.
- 14 *Ibid.*, p. 72.
- 15 *Ibid.* p. 110.
- 16 Didier Billion et Ahmet Insel, « Universités Francophones : Un nouvel instrument d'influence ? L'exemple De Galatasaray », in *Armand Colin « Revue internationale et stratégique »*, 2013/1 n° 89 | p. 121.
- 17 <https://www.turkiyeburslari.gov.tr/about> (Consulté le 15 mai 2022).
- 18 Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı : « L'Agence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées ».